



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-12-15/2025-12-31]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Mercredi 16 décembre.

Les évêques catholiques d'Afrique centrale appellent à la fin de la guerre et la paix dans la région des Grands Lacs. Dans un communiqué publié à l'issue de leur Assemblée plénière tenue du 10 au 14 décembre à Kinshasa, les membres de l'ACÉAC ont également exprimé leur inquiétude face à la recrudescence des conflits armés, en particulier dans l'Est de la RDC. « Au regard de la dynamique des conflits violents qui affectent actuellement notre sous-région, nous réitérons notre appel à la fin de la guerre et au retour de la paix dans et entre nos pays ». Ils ont souligné que les récents bombardements à Uvira, dans le Sud-Kivu, « accentuent le risque d'un embrasement sous-régional, avec leur cohorte de victimes, dont les morts, les réfugiés et les déplacés internes ». Tout en reconnaissant l'espoir suscité par diverses initiatives de paix, les responsables de l'Eglise catholique ont exprimé leur préoccupation face au fait que « les récents événements affectant le vivre-ensemble pacifique aux frontières de nos trois pays suscitent inquiétude et interrogations ». (ACI Afrique)

Une trentaine de morts dans le naufrage d'une embarcation sur la rivière Kwango. La majorité des victimes étaient des enseignants en route vers Bandundu pour percevoir leurs salaires. La baleinière transportait environ 700 sacs de maïs et de manioc, ainsi que plus de cent personnes venant des villages dans le territoire de Bagata. L'embarcation aurait heurté un obstacle, ce qui a provoqué son naufrage. On dénombre plus de trente morts et la perte de tous les bagages.

Réconciliation entre deux groupements de Luiza après d'une décennie de conflit foncier. Les groupements Aka Ntanda et Tshina Kazanga, situés dans le secteur de Bambaie, territoire de Luiza (Kasaï-Central), se sont réconciliés, le 13 décembre, après plus d'une décennie de conflit foncier. Ce différend avait provoqué d'importants dégâts dans les deux camps. Les deux chefs coutumiers se sont retrouvés autour d'une table pour acter le retour de la paix. Pour sceller cette réconciliation, une marche pacifique a été organisée, réunissant les populations des deux groupements. Ce conflit avait entraîné des pertes en vies humaines, des pillages et l'incendie de nombreuses habitations.

Condamnation de Roger Lumbala : des ONG de l'Ituri réclament l'indemnisation de victimes. Pour les organisations de défense des droits humains, il s'agit d'une avancée significative dans la lutte contre l'impunité. La Nouvelle Société civile du territoire de Mambasa, appelle la Cour d'assises de Paris à accélérer le processus d'indemnisation des victimes de cette terreur des rebelles du RCD-National dirigés par Roger Lumbala entre 2002 et 2003. **Retour sur les faits.** Les faits remontent à 2002 lors de l'opération dite « Effacer le tableau » dans le territoire de Mambasa en Ituri. Cette opération consistait à tuer tous ceux qui s'opposaient à l'occupation par les rebelles du RCD-National. Plusieurs femmes sont violées par des rebelles, des milliers de morts sont enregistrés parmi la population dans les chefferies de Mambasa, Babila Babombi, Bwakwanza et Lese. Certains habitants sont forcés de fuir leurs villages



pour le territoire voisin de Beni au Nord-Kivu. D'autres se réfugient à Bafwasende dans la Tshopo. Les avocats de Roger Lumbala vont interjeter appel après sa condamnation à 30 ans de prison à Paris.

Uvira : le ministre burundais des Affaires étrangères dénonce un « pur mensonge » et accuse Kigali de chercher à apaiser la pression internationale. Selon lui, « les forces rwandaises et l'AFC/M23 ne se sont pas retirées d'Uvira », ajoutant que « tout indique que le Rwanda cherche simplement à relâcher la pression internationale ». Cette réaction intervient après l'annonce, faite mardi par l'AFC/M23, d'un retrait unilatéral de ses forces de la ville d'Uvira, conquise début décembre dans la province du Sud-Kivu. Dans un communiqué, le mouvement a présenté cette décision comme une « mesure de confiance » visant à soutenir le processus de paix de Doha, affirmant qu'il se retirait « comme demandé par la médiation des États-Unis ». L'AFC/M23 a toutefois assorti ce retrait de conditions sécuritaires, appelant à la démilitarisation de la ville, à la protection des civils et des infrastructures, ainsi qu'au déploiement d'une force neutre chargée de contrôler le cessez-le-feu. Le mouvement a également mis en garde contre toute tentative des Forces armées congolaises, des groupes Wazalendo ou de leurs alliés de reprendre les territoires concernés. Cette annonce a été faite dans un contexte de fortes pressions diplomatiques sur Kigali. Washington a récemment mis en garde le Rwanda contre son implication présumée dans l'est de la RDC. Le vice-secrétaire d'État américain, Christopher Landau, a qualifié l'offensive sur Uvira de « grave erreur », tandis que le secrétaire d'État Marco Rubio a évoqué une « violation claire » des accords de Washington signés début décembre entre Kinshasa et Kigali. La prise d'Uvira par l'AFC/M23, soutenu par le Rwanda selon Kinshasa et plusieurs partenaires internationaux, a renforcé les inquiétudes sur une extension du conflit dans la région des Grands Lacs, quelques jours seulement après la signature des accords de Washington censés relancer un cessez-le-feu durable entre la RDC et le Rwanda. **(Actualité.CD)**

Arrivée de 2000 passeports congolais à Beni, à la grande satisfaction de requérants. Un requérant se dit satisfait, mais déplore la lenteur du processus de délivrance du passeport biométrique. Pendant ce temps, l'opération de capture de photos se poursuit dans la ville voisine de Butembo, où plus de trois mille requérants sont sur la liste d'attente. Et à Beni-ville, l'opération va redémarrer ce jeudi. Le ministère des Affaires étrangères a installé un centre de capture pour les passeports biométriques à Beni pour faciliter l'accès au passeport pour les habitants de Beni et Butembo, et d'autres coins de la province, évitant ainsi aux demandeurs de se déplacer vers des villes plus lointaines comme Bunia ou Kinshasa.

Mercredi 17 décembre.

Plus de 1 000 familles bénéficient d'une assistance alimentaire et non alimentaire à Zongo, acheminée par la Caisse de solidarité nationale et de gestion humanitaire des catastrophes (CSN-GHC) le 15 décembre. Ces ménages, victimes des inondations, ont reçu notamment des matelas, des seaux, des casseroles, des gobelets, des sacs de riz, des haricots, du sucre, du sel, du soja, de la semoule, des cartons de savon ainsi qu'une enveloppe financière. La distribution de ce don a été lancée à la mairie de Zongo par le maire de la ville, en présence de la délégation de la CSN-GHC, des représentants du gouverneur du Sud-Ubangi, du député de Zongo, des membres de la société civile et des autorités locales, devant des milliers d'habitants représentant les ménages sinistrés. Certains bénéficiaires saluent une action humanitaire qui s'ajoute aux parcelles octroyées par le chef de l'État au lendemain du drame. Les pluies diluviennes de 2024 ont plongé des milliers d'habitants de cette ville frontalière de Bangui dans le désespoir. Plusieurs d'entre eux, ayant perdu leurs biens, considèrent cette aide comme un soulagement permettant d'atténuer, tant soit peu, les conséquences de la catastrophe.

La justice française condamne Lumbala à 30 ans et envoie un signal fort à tous les autres criminels. Les magistrats ont établi la réalité d'actes effroyables, notamment des assassinats sans jugement, des viols collectifs et systématiques, des souffrances infligées, de l'asservissement sexuel et des corvées forcées. L'ensemble de ces horreurs a été reconnu comme des crimes contre l'humanité. Le Dr Mukwege a lancé un appel vibrant pour l'instauration de systèmes judiciaires semblables en RDC, convaincu que la justice doit être rendue là où les blessures sont les plus profondes pour les victimes. Il a également rappelé son souhait de voir la création d'une instance judiciaire internationale pour faire la lumière sur les horreurs de guerre, les atrocités contre l'humanité et les tentatives de génocide commises dans le pays depuis plus de trois décennies. **(AfricaNews)**

Reprise du transport routier entre Bukavu et Uvira après dix mois de suspension. Durant dix mois, la violence armée a contraint les usagers de la route à effectuer un long détour par le Burundi, la Tanzanie et le Rwanda avant d'atteindre Bukavu en provenance d'Uvira. À présent que les armes se sont tues, le trajet entre Uvira et Bukavu n'est plus un parcours du combattant. Quatre heures de voyage sur la RN5 suffisent pour relier ces deux villes du Sud-Kivu.



Secteur minier : le Gouvernement se dote d'une feuille de route de respect des droits humains. Ce document est issu de la retraite organisée du 15 au 17 décembre à Kinshasa. A travers cette initiative, le Gouvernement congolais a voulu favoriser une exploitation minière exempte de violations des droits humains, respectueuse de l'environnement et bénéfique aux communautés locales. Le ministre des Droits humains souhaite que les stratégies opérationnelles élaborées ensemble soit une feuille de route pragmatique, réaliste et mesurable qui guidera les pas du gouvernement en 2026. Pour sa part, le ministre des Mines, a promis de faire appliquer les résolutions de cet atelier dans toutes les entreprises extractives pour promouvoir et protéger les droits humains.

Les rebelles de l'AFC/M23 annoncent leur retrait d'Uvira. Les rebelles de l'Alliance fleuve Congo/Mouvement du 23 mars avaient annoncé leur intention de quitter la ville d'Uvira si les "garants du processus de paix" garantissent la "démilitarisation" et mettent en place une "force neutre". **Des questions en suspens.** Le porte-parole militaire du M23, a déclaré que ses troupes, "ont commencé à quitter la ville d'Uvira" après-midi du 17 décembre. Mais il n'a pas précisé leur destination. De sources locales ont confirmé à l'Agence France Presse des mouvements de troupes du M23 hors de la ville en direction du nord, les rebelles empruntant en sens inverse la route de l'offensive menée début décembre. Les rebelles de l'AFC/M23 ont demandé aux partenaires de veiller à ce qu'Uvira soit protégée de la violence, des représailles et de la remilitarisation. **Appel à la vigilance.** De son côté, le porte-parole du gouvernement congolais, Patrick Muyaya a appelé à la vigilance face à ce qu'il a qualifié de "prétendu retrait d'Uvira". Dans un message sur le réseau social X, il s'interroge sur le crédit à accorder à cette "manœuvre unilatérale" du M23 et réclame le "retrait effectif des troupes rwandaises de toutes les parties occupées" de la RDC. Le ministre burundais des Affaires étrangères, a lui estimé mardi soir que le Rwanda "cherche simplement à alléger la pression internationale". Kigali n'a jamais reconnu officiellement son soutien au M23, mais a été directement mis en cause par les États-Unis après l'offensive du M23 sur Uvira. L'ambassadeur américain à l'ONU a notamment dénoncé récemment "l'ampleur et la sophistication" de l'implication du Rwanda dans l'est de la RDC, l'accusant d'y avoir déployé entre 5.000 et 7.000 soldats. Des experts des Nations unies pointent également depuis des années l'implication militaire du Rwanda dans les conflits en RDC. **(Deutsche Welle)**

Fêtes de fin d'année : baisse des prix des produits dans les supermarchés de Kinshasa. A Radio Okapi, un parent a exprimé sa satisfaction face à cette réduction qui lui permet de réaliser des économies : « Pour nous, cette réduction est un acte louable. Dans le contexte actuel, chaque geste compte ». Les rayons des boissons et des jouets sont également bien fournis dans ces magasins. Des paniers cadeaux regroupant différents articles, tels que du vin et du chocolat, sont proposés. Si l'ambiance générale reste encore discrète, certains signes commencent néanmoins à se manifester, notamment dans les supermarchés et quelques maisons commerciales. Des sapins et des objets de décoration multicolores sont installés de manière à être visibles dès l'entrée. Plusieurs articles sont également proposés à des prix promotionnels.

Jeudi 18 décembre.

Plus de 68 000 ménages ciblés dans la distribution des moustiquaires imprégnées à Kindu, distribuées depuis le 16 décembre à Kindu, chef-lieu du Maniema. Cette campagne est menée par le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), avec l'appui de ses partenaires. La province a reçu plus de 2 millions de moustiquaires destinées aux ménages des 18 zones de santé. Les relais communautaires, organisés en équipes de deux, passent dans chaque ménage et distribuent les moustiquaires en fonction de la taille de la famille. À noter que l'opération de distribution est couplée au dénombrement des ménages.

Près de 300 000 Congolais partis d'Uvira vivent dans la précarité à Gatumba. Réagissant le 17 décembre sur Radio Okapi, le responsable du comité exécutif pour la paix et la cohabitation communautaire dans les territoires d'Uvira, de Fizi et de Mwenga-Itombwe a indiqué que ces personnes, installées dans les sites de Gatumba Barrière ainsi que dans les camps de transit de Cibitoke, Gisenyi et Kaburandwa, vivent dans des conditions déplorables. Il a révélé que ces déplacés manquent de toilettes, n'ont pas accès aux soins de santé et ne bénéficient d'aucune assistance humanitaire organisée. Il a sollicité l'ouverture de la frontière Gatumba-Kanvivira afin de faciliter le retour des déplacés qui souhaitent regagner leurs milieux de vie. Ces déplacés avaient fui l'avancée des rebelles de l'AFC/M23 vers la ville d'Uvira.

Tanganyika : fermeture du trafic sur le lac et des aéroports pour contrer l'AFC/M23. Le porte-parole du gouvernement provincial du Tanganyika a détaillé les mesures arrêtées : « intensification des patrouilles de combat de la part des Fardc sur toute l'étendue de la province, fermeture du trafic entre la province du Tanganyika et celle du Sud-Kivu, principalement sur le lac Tanganyika jusqu'à nouvel ordre. Fermeture de l'aéroport de Kanunka, situé à 36 km de Manono-centre, ainsi que de celui situé dans le village de Kisengo, dans le territoire de Nyunzu, tous deux



appartenant à la société MMR... » Ces mesures traduisent la volonté des autorités provinciales de limiter les mouvements suspects et de protéger la population contre d'éventuelles incursions rebelles.

La fermeture de la frontière avec le Burundi fragilise Kalemie. Cette agglomération dépend en grande partie du Burundi, tant sur le plan socio-économique que sanitaire. Les marchandises en provenance du Burundi à destination de Kalemie transitent habituellement par le port de Kalundu à Uvira. La fermeture de la frontière perturbe désormais l'approvisionnement de la ville en produits essentiels : boissons, denrées alimentaires et matériaux de construction. La main-d'œuvre burundaise joue également un rôle important dans la vie économique de Kalemie, notamment dans les secteurs de la construction, des bars et des hôtels. Cette fermeture prive la ville d'une partie de cette ressource humaine. Sur le plan sanitaire, la fermeture de la frontière empêche de nombreux Congolais de se rendre à Bujumbura pour y recevoir des soins spécialisés. Les cas nécessitant l'intervention de médecins spécialistes étaient automatiquement transférés vers la capitale burundaise, en raison de sa proximité avec Kalemie, de la disponibilité de matériels modernes, de laboratoires équipés et de coûts jugés abordables. En parallèle, le gouvernement provincial du Tanganyika a annoncé la fermeture du trafic sur le lac Tanganyika entre la province du Sud-Kivu et celle du Tanganyika. Cette décision s'inscrit dans un contexte sécuritaire tendu, marqué par la crainte d'infiltrations rebelles.

Est de la RDC : le Baromètre sécuritaire du Kivu alerte sur la hausse des tueries en novembre. Le Baromètre sécuritaire du Kivu, projet de l'Institut de recherche Ebuteli, a documenté 226 incidents sécuritaires dans l'est de la RDC. Le rapport souligne une forte augmentation du nombre de civils tués, avec 289 morts contre 205 le mois précédent. Le territoire de Lubero, s'impose une fois de plus comme l'épicentre de la violence en novembre. Le rapport fait état de 121 civils tués. **Les ADF, groupe armé le plus meurtrier.** Actifs également en Ituri, dans les territoires de Mambasa et Irumu, ces rebelles ciblent des bases de l'opération Shujaa et imposent des taxes aux populations. Le document mentionne aussi des prêches de conversion à l'islam. **L'expansion de l'AFC/M23 malgré l'accord de Doha.** Dans les Kivu, l'accord-cadre signé à Doha le 15 novembre n'a pas permis de faire taire les armes. La rébellion de l'Alliance Fleuve Congo (AFC) et sa branche armée, le M23, ont poursuivi leur avancée vers l'ouest et le sud, atteignant Maimongi dans le Shabunda, ainsi que Kasika, dans le territoire de Mwenga, au Sud-Kivu. En réponse, les Fardc ont mené des frappes contre les positions de la coalition MRDP–Twirwaneho, Red Tabara, FNL et AFC/M23 sur les hauts plateaux de Mwenga. Le rapport cite notamment des opérations à Mikenge 1 le 15 novembre, puis à Rwisankuku et Tuwetuwe le 17 novembre.

En RDC, les rebelles quitteraient progressivement Uvira. L'AFC/M23 affirme avoir commencé à retirer ses troupes de la ville d'Uvira, dans la province du Sud-Kivu, depuis mardi soir (16.12). Ce retrait devrait se terminer ce jeudi la rébellion. Mercredi soir (17.12), des colonnes de l'AFC/M23 ont été vues sur la RN5. Elles quittaient Kalundu, où se trouvait leur état-major, pour le nord de la ville. Le mouvement avait posé des conditions pour se retirer : démilitarisation de la ville et sécurisation de la population par une force neutre. Aucun habitant d'Uvira que nous avons interrogé ne peut dire exactement où l'AFC/M23 s'est replié. Sur X, le porte-parole du gouvernement évoque le risque de combattants déguisés en civils qui pourraient être restés sur place. Il exige le retrait total des troupes rwandaises, de l'ensemble du territoire congolais. Acteur de la société civile du territoire voisin de Fizi, voudrait lui aussi que l'AFC/M23 se retire de toutes les zones conquises. "Nous demandons aux M23 un véritable retrait de toutes les entités qu'ils occupent en commençant par la localité de Makobola dans le territoire de Fizi, la ville d'Uvira, Bukavu et Goma ... Nous exhortons les deux parties au respect des accords de Washington et de Doha". La cheffe des opérations du CICR en RDC, s'inquiète de l'utilisation massive de l'artillerie et de projectiles explosifs dans les zones densément peuplées. Selon elle, "malheureusement pour beaucoup, il s'agit d'un Nième déplacement alors que la population a passé plus de 30 dernières années à fuir constamment les conflits et les violences dans la région. Des combats se poursuivent encore entre l'AFC/M23 et l'armée congolaise appuyée par les Wazalendo sur plusieurs collines du territoire de Fizi. (Deutsche Welle)

Vendredi 19 décembre.

La RDC ambitionne de se lancer dans l'extraction de minerai de fer. C'est une ambition présentée en grande pompe par le ministre des Mines. Selon lui, le pays dispose de ressources évaluées à environ 20 milliards de tonnes de minerai de fer dans la grande province orientale. **Un potentiel à confirmer.** Le potentiel d'exploitation dans cette région de la grande Province Orientale était déjà connu, mais pas forcément au niveau annoncé par les autorités. En 2008, le gisement de Banalia a été évalué à 900 millions de tonnes de ressources pour une production estimée entre 50 et 60 millions de tonnes annuelles. Ces chiffres demandent encore à être certifiés par un des organismes habilités, rappellent plusieurs experts. « Et il ne faut de toutes les façons pas s'attendre à ce qu'un premier gisement entre en production avant 15 ou 20 ans », tempère un analyste, spécialiste du secteur minier sur le continent. **Défis logistiques et économiques.** L'exploitation de minerai de fer devra par ailleurs faire face à de nombreux défis : la logistique, les infrastructures et le transport. « C'est encore plus vrai pour le fer. On peut mettre du cuivre ou du cobalt sur des



camions. Pour le fer, ce n'est pas rentable, il faut une voie ferrée qui n'existe pas encore dans cette région. » Actuellement, la tonne s'échange autour de 105-110 dollars, mais à moyen terme les cours devraient être tirés vers le bas avec l'entrée en production cet automne d'une gigantesque mine guinéenne : si le calendrier est maintenu, le gisement de Simandou pourrait produire jusqu'à 120 millions de tonnes de minerai en 2028 et saturer le marché. (RFI)

Déplacement forcé par le M23 : 4 700 ménages de Walikale vivent en précarité à Rutshuru. Originaires des villages Kateku, Mukigi, Lubwe et Kasungu, ces 23 580 déplacés se sont installés dans la chefferie de Bwito, répartis entre Bulindi, Buheri, Birundule et Iyobora. Leur condition reste extrêmement précaire, s'ajoutant à des milliers d'autres déplacés déjà présents depuis des mois, ce qui accentue leur vulnérabilité. Les populations hôtes, elles-mêmes privées d'accès à leurs champs par l'insécurité, peinent à les accueillir. Le 10 décembre dernier, l'AFC-M23 avait ordonné aux civils de quitter Kateku et ses environs, prétextant des attaques répétées des miliciens Wazalendo, avant de lancer une opération de ratissage. Cet ordre a provoqué cet exode massif : certains vers le sud de Lubero, d'autres vers le nord de Bwito.

Assemblée nationale : le ministre des Mines auditionné sur le déploiement des militaires dans les sites miniers. Les députés nationaux ont exprimé leur inquiétude face à cette question qualifiée de « sensible », estimant que ces militaires s'illustrent par l'exploitation illégale des minerais, l'une des causes majeures de l'insécurité persistante sur ces sites. Face aux nombreuses préoccupations soulevées, le ministre des Mines a sollicité un report de quarante-huit heures pour mieux préparer ses réponses, un délai qui lui a été accordé.

Choléra et malnutrition : au moins 40 réfugiés congolais meurent en 10 jours au camp de Gatumba, au Burundi. Un réfugié sur place décrit des conditions extrêmes : absence d'eau potable, de nourriture, de médicaments et de kits de survie, avec de nombreux enfants et femmes parmi eux. Les réfugiés vivent dans des brigades ou camps de transit, aggravant leur vulnérabilité. Ce réfugié, comme plusieurs autres, plaident pour une intervention immédiate du gouvernement congolais afin de réduire la mortalité de ces personnes vulnérables, qui ont fui l'assaut du M23 sur Uvira.

ONU-RDC: le Conseil de sécurité renouvelle à l'unanimité le mandat de la mission, dans un contexte de fortes tensions diplomatiques et d'aggravation du conflit dans l'est du pays. Les États-Unis ont affirmé que les négociations avaient été « perturbées par ce qu'a fait le Rwanda et le M23 pour saper les efforts de paix », dénonçant des violations des accords de Washington. La France a défendu un compromis visant à maintenir les priorités traditionnelles du mandat tout en tenant compte des récents développements politiques, notamment les processus de paix de Washington et de Doha. Cette approche a été soutenue par les États-Unis, favorables à un rôle accru de la mission dans l'appui aux efforts de paix et au cessez-le-feu, tout en accusant Kigali de soutenir le M23. La Chine et la Russie ont, à plusieurs reprises au cours des négociations, exprimé leurs réserves, rompant la procédure de silence pour dénoncer une possible politisation du mandat et une subordination de la Monusco à des processus extérieurs au cadre onusien. Elles ont plaidé pour une lecture plus prudente et restrictive du rôle de la mission. Les membres africains du Conseil, réunis au sein du groupe A3 Plus, ont insisté sur la mise en avant du leadership africain, notamment la médiation conduite par le Togo sous l'égide de l'Union africaine, ainsi que le rôle des organisations régionales. Ces divergences ont débouché sur un texte de compromis, maintenant les effectifs et les priorités clés de la Monusco, tout en ouvrant la voie à un appui encadré à la mise en œuvre d'un cessez-le-feu et à d'éventuelles révisions ultérieures du mandat en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire sur le terrain. (Actualité.CD)

Reprise timide du trafic sur l'axe Beni-Butembo après plusieurs jours d'interruption. Malgré cette reprise, seules les petites voitures passent, et encore avec difficulté. Des camions transportant marchandises et passagers se sont renversés, forçant les voyageurs à passer la nuit à la belle étoile, exposés aux intempéries et à l'insécurité. Depuis deux semaines, la circulation sur cet axe est devenue un calvaire, avec des boursiers majeurs à une vingtaine de km de Beni.

Samedi 20 décembre.

Au moins 6800 hectares de culture pérennes transplantés au Kwilu et à la Tshopo en 3 ans, sur les 7477 attendus, grâce au Programme d'appui à la mise à valeur durable des zones de savanes et forêts dégradées (PSFD). Ce projet, mené dans les provinces de la Tshopo et du Kwilu, vise à soutenir les activités paysannes, combattre la déforestation et la pauvreté. Son coordonnateur assure que le PSDF va désormais transplanter plus de 12 hectares de culture d'ici fin 2027 avec l'appui financier additionnel de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI). Le Directeur de l'Agence française pour le développement (AFD) explique que la mission finale est de détourner les agriculteurs de la dégradation de la forêt et de les concentrer sur des productions agricoles pérennes. De son côté, le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture reconnaît que ce projet fait partie de la stratégie du programme du Gouvernement visant "la



revanche du sol sur le sous-sol". Le PSDF est le premier programme qui utilise le paiement des services environnementaux en RDC.

Festivités de fin d'année : alerte à l'exploitation économique des enfants à Beni. Des mineurs sont contraints de vendre ou transporter des marchandises dans les rues de Beni, une pratique qui viole leurs droits fondamentaux. Le parlement d'enfants appelle les adultes à agir pour protéger l'avenir des enfants. Selon lui, la prévention et la lutte contre ces abus ne doivent pas incomber uniquement aux Nations unies ou aux ONG. Les parents doivent jouer un rôle central dans l'éducation et la sensibilisation dès la maison.

Le chef des Baviras appelle à l'aide pour les réfugiés congolais au Burundi. Selon le maire adjoint d'Uvira, au moins quarante réfugiés congolais sont morts du choléra et de la malnutrition au camp de transit de Gatumba, au Burundi, en dix jours. Ces personnes vulnérables n'ont bénéficié d'aucun appui humanitaire. « Je profite de cette occasion pour interpellier le gouvernement central afin qu'il intervienne rapidement pour sauver des vies humaines, surtout celles des réfugiés qui sont au camp. » Il a par ailleurs invité ses administrés à l'unité et au soutien mutuel en cette période marquée par la crise socio-sécuritaire et humanitaire dans le territoire d'Uvira.

Recrudescence de braquages dans les territoires de Rutshuru et Masisi, attribués à des groupes armés ont été enregistrés, ces deux derniers jours. Plusieurs civils, notamment des commerçants, des choristes et des responsables d'écoles, ont été victimes de ces attaques. Ces attaques, qui surviennent à l'approche des fêtes de fin d'année, inquiètent les habitants. L'identification des auteurs reste difficile dans une zone occupée par l'AFC-M23, mais où opèrent également des groupes armés Wazalendo et des combattants FDLR.

Le FMI approuve un décaissement de 445 millions de dollars en faveur de la RDC, à l'issue de la validation du deuxième examen du programme au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du premier examen de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), a annoncé l'institution vendredi. Le FMI souligne que l'économie congolaise est restée résiliente, malgré la persistance du conflit armé dans l'est du pays, qui continue de peser lourdement sur les finances publiques et d'aggraver la crise humanitaire. Selon l'institution, la croissance du produit intérieur brut réel devrait dépasser 5 % en 2025 et 2026, portée par la bonne performance du secteur extractif. L'inflation a fortement reculé, passant de 11,7 % fin 2024 à 2,2 % en novembre 2025, dans un contexte de politique monétaire restrictive et d'appréciation du franc congolais. Début octobre, la Banque centrale du Congo a abaissé son taux directeur de 25 % à 17,5 %. Le FMI note par ailleurs que tous les critères de performance ont été atteints, à l'exception d'un critère continu lié aux pratiques de change multiples, pour lequel les autorités ont sollicité une dérogation, la mesure ayant depuis été abandonnée. La mise en œuvre des réformes structurelles est jugée globalement satisfaisante. La situation sécuritaire dans l'est de la RDC demeure toutefois préoccupante, malgré le soutien récent de la présidence congolaise à l'accord de paix négocié sous médiation américaine avec le Rwanda et la signature, sous l'égide du Qatar, d'un cadre pour un accord de paix entre Kinshasa et le groupe armé M23, relève encore le Fonds. Le FMI appelle les autorités congolaises à maintenir une discipline budgétaire rigoureuse, à renforcer la coordination entre politiques budgétaire et monétaire et à accélérer les réformes structurelles, tout en garantissant des dépenses sociales suffisantes face à la crise humanitaire. (Actualité.CD)

Est de la RDC: plus de 200 blessés acceptés dans les hôpitaux après l'offensive de l'AFC/M23 à Uvira. Entre le 2 et le 11 décembre, près d'une centaine de blessés par armes ont été admis dans ces établissements hospitaliers, conséquence directe des combats dans plusieurs territoires du Sud-Kivu. Les équipes médicales traitent principalement des blessures par balles et des éclats d'obus, touchant le thorax, les bras ou encore les jambes. Le CICR s'inquiète du sort des blessés qui n'ont pas réussi à atteindre l'hôpital à cause des combats. La cheffe des opérations du CICR en RDC, appelle à une plus grande mobilisation financière pour faire face à la crise humanitaire au Sud-Kivu. « Depuis décembre 2025, le Sud-Kivu a connu une intensification des combats violents, particulièrement dans le territoire d'Uvira et aux alentours de la ville », explique-t-elle. « Dans le cadre des hostilités, nous avons observé une utilisation massive de l'artillerie et de projectiles explosifs dans des zones densément peuplées, ce qui a entraîné de nombreux blessés par arme ». « Les conditions des blessés sont particulièrement préoccupantes, car les blessures par artillerie et par projectiles explosifs sont complexes et requièrent une expertise spécifique pour pouvoir être traitées », souligne encore Stéphanie Eller. Les affrontements ont également provoqué une contamination importante par les armes, notamment sur l'axe Kamanyola-Uvira, l'un des plus touchés par les combats. (RFI)

Dimanche 21 décembre.

Retour progressif des communautés à Djugu après la traque contre la milice CRP. Selon la délégation conjointe du gouvernement provincial et de la Monusco, les récents affrontements entre les Fardc et la milice CRP ont renforcé



des sentiments anti-Fardc et anti-Monusco au sein de certaines communautés. Cette situation a favorisé l'infiltration des miliciens dans les sites de déplacés, l'utilisation de civils comme boucliers humains et des déplacements massifs vers des zones reculées. Pour y faire face, des séances de sensibilisation ont été organisées du 17 au 19 décembre à Bule et Fataki, dans le but de restaurer la confiance entre les Fardc et les populations affectées, et de renforcer la protection des civils. À l'issue de ces échanges, les communautés ont décidé de retourner dans leurs villages, de reprendre leurs activités et de collaborer avec les services de sécurité. Elles ont toutefois recommandé le respect des droits humains par les Fardc, le renforcement de la relation civilo-militaire, l'intensification des patrouilles mixtes Fardc-UPDF-Monusco et l'ouverture d'un dialogue pour une cohabitation pacifique. Elles ont également demandé d'éviter l'assimilation systématique des jeunes aux groupes armés CRP et Codeco ainsi que l'érection des barrières de tracasseries des populations locales.

Le retrait des rebelles d'Uvira masque leur redéploiement tactique vers les Hauts Plateaux, selon les Fardc. Selon l'armée « la petite troupe qui s'est fait filmer a quitté Uvira pour se dissimuler dans les collines des Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira », tandis que d'autres éléments « se sont dirigés vers les Hauts Plateaux de Fizi pour tenter de faire jonction avec les groupes Twirhaneho et Red Tabara ». Les Fardc évoquent également des tentatives de contournement de leurs positions par les collines menant vers Fizi. **Procès des militaires et policiers ayant fui Uvira.** 124 militaires et policiers ayant abandonné leurs postes lors de la prise d'Uvira par les forces rebelles de l'AFC/M23 sont jugés depuis vendredi 19 décembre devant le tribunal militaire de garnison de Kalemie. Ce procès vise à sanctionner les éléments des forces de défense et de sécurité qui ont failli à leurs devoirs et violé les consignes en fuyant devant les forces rebelles.

Après les opérations militaires, des agriculteurs de Pasisi accèdent à leurs champs, dans la ville de Beni (Nord-Kivu). Au premier semestre de l'année 2025, les agriculteurs ne pouvaient plus s'adonner aux activités champêtres en raison de l'activisme des rebelles ADF.

L'UDPS accompagne le gouvernement dans la quête de la paix dans l'Est de la RDC. L'interfédéral Grand Équateur et Grande Orientale de l'UDPS a organisé, les 20 et 21 décembre, un forum de réflexion. Durant deux jours, les participants ont travaillé sur les quatre options retenues par le gouvernement pour résoudre la crise dans la partie orientale du pays. Il s'agit des options politique, diplomatique, économique et militaire. Plus de cent militaires et cadres du parti au pouvoir ont pris part à ce forum de deux jours.

Crise humanitaire : plus de 200 000 réfugiés congolais désormais au Burundi (HCR). Selon le HCR, depuis le début du mois de décembre, plus de 84 000 personnes en provenance du Sud-Kivu ont franchi la frontière vers le Burundi. Ce nouvel afflux porte à plus de 200 000 le nombre total de réfugiés et demandeurs d'asile congolais actuellement présents sur le territoire burundais. « Des milliers de personnes traversent chaque jour la frontière, à pied ou en bateau, saturant les ressources locales et provoquant une crise humanitaire majeure qui nécessite une aide internationale immédiate. Les femmes et les enfants sont particulièrement touchés. Ils arrivent épuisés et profondément traumatisés, présentant des blessures physiques et psychologiques graves. Nos équipes ont rencontré des femmes enceintes qui n'avaient pas mangé depuis plusieurs jours », indique un communiqué du HCR publié vendredi 19 décembre 2025. Au Burundi, les centres de transit et les sites d'accueil informels sont largement saturés, certains atteignant près de 200 % de leur capacité, laissant des centaines de familles dans des conditions extrêmement précaires. La pénurie aiguë d'eau potable et d'installations sanitaires accroît considérablement le risque d'épidémies de maladies potentiellement mortelles, telles que le choléra et la variole. Le HCR souligne l'urgence d'un approvisionnement en abris, latrines, eau, nourriture et médicaments afin de répondre aux besoins essentiels des populations affectées. Face à cette pression, le gouvernement burundais a désigné un nouveau site d'accueil à Bweru, dans la province de Ruyigi Buhumuza, à l'est du pays, pour désengorger les structures existantes. À ce jour, près de 21 000 réfugiés ont été transférés vers ce site. Toutefois, les conditions de vie y demeurent difficiles. Faute de tentes en nombre suffisant, de nombreuses familles dorment encore à la belle étoile, exposées aux intempéries et aux températures nocturnes basses, aggravées par des pluies persistantes, précise le HCR. De l'autre côté de la frontière, dans la province du Sud-Kivu en RDC, la poursuite des violences, les attaques de drones et les bombardements ont contraint plus de 500 000 personnes à fuir leurs foyers. Beaucoup ont été déplacées à plusieurs reprises au cours de l'année. Des dizaines d'écoles servent désormais de sites d'hébergement surpeuplés, tandis que les premiers cas de choléra ont été signalés. Selon le HCR, l'insécurité persistante continue de restreindre l'accès humanitaire, limitant la capacité des acteurs à venir en aide aux populations en situation de détresse extrême. Là où l'accès est possible, l'agence onusienne et ses partenaires poursuivent leurs activités de protection et d'assistance vitale. Cette dégradation humanitaire intervient dans un contexte marqué par l'annonce, jugée controversée par Kinshasa, du retrait de l'AFC/M23 de la ville d'Uvira. Les autorités congolaises estiment que cette déclaration vise essentiellement à détourner l'attention et à réduire la pression internationale, notamment celle exercée par les États-Unis, sur Kigali, considéré par les Nations unies comme le



principal soutien de cette rébellion. Sur le terrain, l'AFC/M23 poursuit ses conquêtes territoriales et met en place une administration parallèle échappant au contrôle des autorités de Kinshasa. (Actualité.CD)

Lundi 22 décembre.

Devant la CIRGL : Tshisekedi insiste sur un "retrait effectif et complet des troupes rwandaise. Dimanche 21 décembre lors de sa participation, par visioconférence, au sommet ad hoc des Chefs d'État et de gouvernement du Mécanisme régional de suivi de l'accord-cadre de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), le président Félix Tshisekedi a affirmé : "Le prétendu retrait de l'AFC/M23 d'Uvira ne correspond ni aux faits ni aux observations recueillies sur le terrain. Nos informations établissent que des éléments armés demeurent présents dans la ville et ses environs immédiats, que des positions stratégiques restent occupées et que la population continue d'être exposée à des exactions". A ce sujet, il a clairement communiqué la position de son pays : " Ce que nous attendons, ce n'est ni un redéploiement, ni un déplacement tactique, mais le retrait effectif, complet et sans équivoque des troupes rwandaises de l'ensemble du territoire de la RDC, conformément aux engagements pris et aux résolutions en vigueur". Ce sommet, consacré à la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, a connu la participation des États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne (UE), des USA, des Nations Unies, des organes de la CIRGL ainsi que de plusieurs États invités.

La Monusco finance la construction de la radio des Fardc à Beni pour lutter contre la désinformation. Cette radio permettra à l'armée d'informer plus efficacement la population sur ses actions terrain et de contrer les fausses nouvelles circulant sur les réseaux sociaux, particulièrement au Kivu. Le projet, financé par la Section des communications stratégiques et de l'information publique (SCPID) de la Monusco à Beni, représente un coût d'environ 50 000 USD. Il comprend la construction d'un local équipé d'une salle d'émetteur, d'une cabine technique, d'une salle de rédaction pour les journalistes et d'une salle de réception ; la station sera alimentée par énergie solaire, complétée par un générateur de secours. Cette radio offrira aux populations du Grand Nord-Kivu une information fiable directement de la source, remplaçant l'ancienne radio des FARDC, réduite au silence depuis plus de trois ans.

L'ONG Jirani Msaada alerte sur des cas de malnutrition sévère à Nyiragongo, touchant de nombreux enfants. «Depuis juin, nous avons assisté à une malnutrition chez les enfants qui tend à s'amplifier. Une enquête sur 92 enfants dans 17 familles du groupement Munigi révèle que 72% en sont victimes. » La malnutrition touche désormais même les enfants de 7, 8 ou 9 ans. Sans action immédiate, des décès continueront.

Les attaques des ADF s'intensifient à l'Est, déjà confronté à la guerre avec l'AFC/M23. L'épicentre de cette violence se situe dans le territoire de Lubero, dans le secteur de Bapere, où les ADF ont concentré attaques, enlèvements et massacres au mois de novembre. Leur incursion la plus meurtrière a eu lieu le 14 novembre : 29 civils avaient alors été tués à Byambwe, dont une majorité exécutée à l'arme blanche dans une structure sanitaire incendiée après coup. La semaine suivante, quinze attaques ont frappé la seule chefferie des Baswagha. Parmi elles, seules deux ont été repoussées, malgré la présence non loin de la coalition Fardc-UPDF (l'armée ougandaise) dans le cadre de l'opération Shujaa. Cette recrudescence de violences provoque des déplacements massifs vers Butembo, Kirumba et Musienene. Le groupe démontre une résilience opérationnelle inquiétante, malgré le travail de cette coalition qui a « intensifié ses offensives contre le groupe affilié à l'EI », selon ce rapport, y compris par des frappes aériennes opérées depuis le territoire ougandais. Dans le territoire de Mombasa, le nombre d'incidents a en revanche baissé, mais au-delà des massacres, les ADF consolident leur emprise : taxation forcée et cérémonies de prêche de conversion à l'islam. Le rapport pointe également l'existence de possibles nouveaux centres de formation. (RFI)

L'opposant Katumbi fustige l'intolérance politique et plaide pour un dialogue inclusif en RDC. Il affirme que l'Est de la RDC s'enfonce dans l'insécurité, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri, où les populations vivent sous la menace permanente des groupes armés. Il impute cette situation à des choix politiques désastreux, à l'échec de l'État à protéger les citoyens et au refus de traiter les causes profondes des conflits. Il dénonce une corruption généralisée, un fossé croissant entre l'État et la population, ainsi que la pauvreté extrême de la majorité des Congolais sans accès aux services sociaux de base. Il accuse le régime actuel d'une dérive autoritaire caractérisée par des arrestations arbitraires, des détentions illégales, des enlèvements, des tortures et l'instrumentalisation de la justice contre opposants, journalistes et société civile. Face à cette crise multidimensionnelle, il estime que « seule une voie est crédible : un dialogue inclusif associant gouvernement, opposition politique non armée, AFC/M23 et société civile, sous l'égide de la CENCO-ECC.

Deux jours d'intenses affrontements entre l'AFC/M23 et l'armée à Makobola et ses environs, une unité rebelle combat depuis le lac Tanganyika. Les combats ont éclaté dimanche après une attaque contre les rebelles de l'AFC/M23 dans le village de Bangwi où d'intenses affrontements ont duré toute la journée provoquant le déplacement



massif de la population vers Swima et Mboko. En dépit de l'intensité de la violence, chaque partie a réussi à consolider ses positions.

L'occupation de la cité de Makobola donne aux rebelles la possibilité de progresser vers les provinces du Maniema et du Tanganyika via la RN5 et le lac Tanganyika. Des tirs depuis le lac Tanganyika. Les combats se sont enchaînés ce lundi pour le deuxième jour consécutif à Makobola et ses environs. Les wazalendo ont attaqué les rebelles sans toutefois réussir à les repousser. Selon nos sources les rebelles ont déployé une unité marine sur le lac Tanganyika et cette dernière, participe également aux combats. Après l'attaque des wazalendo ce lundi, les "marins" de l'AFC/M23 ont procédé à des tirs depuis le lac et des projectiles ont toujours le village de Swima qui est situé à 8 km de Makobola. "Après les bombes, nous avons vu les militaires FARDC quittant la ligne de front en direction de Mboko. Une situation qui a plongé la population dans une psychose provoquant de nouveaux mouvements de déplacement dans la zone". Malgré les renforts des FARDC aux wazalendo en provenance de Kalemie, la cité de Mboko située à 55 km au nord de la ville de Baraka reste toujours sous contrôle des combattants de l'AFC-M23. (Actualité.CD)

Mardi 23 décembre.

Le président Félix Tshisekedi lance un projet d'extension de la capitale. Estimé à plus de 50 milliards de dollars, ce projet pour la ville de Kinshasa, vise la création d'une cité moderne et industrielle, dotée d'infrastructures sociales capables de rendre l'agglomération autonome. La future ville s'étendra sur plus de 40 000 hectares et pourrait accueillir jusqu'à cinq millions d'habitants. Au cœur du projet figure un pôle industriel multisectoriel, structuré autour de huit parcs spécialisés, allant de la haute technologie aux industries de transformation, en passant par la pharmacie et l'économie circulaire. L'objectif est double : réduire la dépendance du pays aux importations et désengorger Kinshasa. Les projections avancées par les autorités sont ambitieuses : l'implantation de 1 200 usines en cinq ans et la création de près de 225 000 emplois directs, dont 30 000 dès la première année, au profit des jeunes qualifiés. Le gouverneur de Kinshasa promet un cadre de vie moderne, sécurisé et conforme aux normes environnementales. (RFI)

Trois grands chefs Mobondo tués aux combats contre les Fardc à Kwamouth. Le porte-parole de l'opération Ngemba (la paix) dans cette région, précise que la mort de ces trois chefs miliciens constitue un coup dur pour ce mouvement insurrectionnel, qui continue de menacer la cohésion et la sécurité des populations civiles. Pour les FARDC, engagées dans la restauration de la paix et de l'autorité de l'État dans l'espace Grand Bandundu, il s'agit d'une avancée majeure. Ces trois chefs miliciens figuraient parmi les responsables de violences répétées ayant semé la terreur et plongé de nombreuses familles dans le deuil.

La société civile lance un SOS pour les Congolais réfugiés au Burundi. Ces personnes, ayant fui les combats entre les Fardc et le M23 dans plusieurs agglomérations du territoire d'Uvira, n'ont reçu aucune assistance. Ces réfugiés n'ont pas accès à la nourriture, à l'eau potable ni à des soins de santé de qualité dans les centres de transit érigés pour la circonstance. La société civile plaide pour l'envoi d'une équipe gouvernementale afin de constater la situation sur place.

Réfugiés congolais au Burundi : «Une épidémie de choléra est à craindre», alerte le CICR. Après l'afflux massif de réfugiés fuyant les violences dans l'est de la RDC, le Burundi fait face à une pression humanitaire exceptionnelle. Selon les autorités burundaises, plus de 76 000 réfugiés congolais sont arrivés en quelques jours dans le pays, souvent sans abri, sans eau potable ni accès aux soins. Le Comité international de la Croix-Rouge alerte sur une situation critique, notamment dans des sites de transit saturés. (RFI)

La vie dans l'est de la RDC à la veille de Noël. De nombreux habitants du Sud-Kivu, disent qu'ils n'ont pas le cœur à la fête en raison des combats qui se poursuivent dans la région. Crèches, sapins de Noël, jouets pour enfants, sur différentes artères de la ville de Bukavu, des marchés occasionnels de Noël se sont créés. Les articles ont beau être soldés, cette ancienne banquière n'a pas les moyens de les acheter. Elle est au chômage depuis le mois de février, suite à la guerre. D'habitude, les habitants de Bukavu participent au réveillon de Noël et aux veillées du Nouvel an. Les dirigeants de l'AFC/M23 ont promis que la sécurité serait assurée. **Marche pour la paix.** Ce mardi 23 décembre, des centaines d'habitants de Bukavu ont organisé une marche pour réclamer la paix et la sécurité, à l'appel de la société civile. "Le grand message aujourd'hui, on l'adresse aux Etats-Unis : de ne pas caporaliser le processus de paix parce qu'une paix imposée porte en elle-même les germes de sa propre disparition. Nous voulons une paix négociée. Que les souffrances finissent avant que le deal se passe", explique le coordonnateur provincial du cadre de concertation de la société civile du Sud-Kivu. Lors de cette manifestation, l'AFC/M23 a annoncé avoir déjoué une attaque armée dans un quartier de Bukavu. Au moins, une personne a perdu la vie dans l'explosion d'une grenade lancée par un groupe présenté comme étant des Wazalendo. Hier, une attaque similaire a eu lieu à Uvira ; des membres présumés des Wazalendo ont perturbé une autre marche qui était prévue dans la deuxième ville du Sud-Kivu ; le calme est revenu dans la soirée. (Deutsche Welle)



Un mémorandum signé entre le ministère de l'ESURSI et le FDSU pour développer l'enseignement supérieur ouvert et à distance. « Nous voulons faire de l'enseignement ouvert et à distance un nouveau mode d'apprentissage, afin d'assurer l'éducation pour tous, assurer la relève académique et réduire la mobilité coûteuse de nos enseignants. Bref, un investissement pour le capital humain de notre nation à travers le numérique », a indiqué la ministre de l'Enseignement supérieur, universitaire, Recherche scientifique et Innovations (ESURSI). Elle a, à cette occasion, salué l'engagement du Fonds de développement du service universel (FDSU) dans la concrétisation de cette politique. Elle a émis le vœu de voir toutes les dispositions comprises dans ce document être appliquées par toutes les parties prenantes, pour le bonheur des étudiants congolais. Le FDSU joue un rôle prépondérant dans la mise en œuvre de l'enseignement supérieur ouvert et à distance en RDC, plus accessible, plus inclusif et mieux adapté au pays, a expliqué pour sa part la directrice générale adjointe du FDSU. « L'accès au service numérique est profondément inégal sur l'ensemble du territoire national. Dans certaines zones, la connectivité est acquise, les infrastructures existent, les usages se développent. Dans d'autres, notamment des zones urbaines et périurbaines, l'accès au numérique demeure limité, voire inexistant », a-t-elle indiqué.

Avant d'ajouter : « Ce mémorandum est un cadre clair et structuré de collaboration entre les deux institutions. Il précise les rôles et les responsabilités de chaque partie, il permet une coordination efficace de l'action, il offre un cadre de gouvernance et de suivi, et d'évaluation des projets qui seront mis en œuvre. Il s'agit donc d'un partenariat stratégique fondé sur la complémentarité, la transparence et la responsabilité, avec une ambition commune : éviter les initiatives isolées et construire des solutions cohérentes à l'échelle nationale, pour des résultats d'envergure ». (Actualité.CD)

Mercredi 24 décembre.

Est de la RDC : le PAM appelle à un financement d'urgence de 67 millions USD. Le Programme alimentaire mondial se dit préoccupé par le regain de violence dans la province du Sud-Kivu Si des stocks alimentaires ont pu être pré-positionnés dans certaines zones affectées, le PAM prévient que, sans ressources supplémentaires immédiates, ses opérations pourraient être rapidement interrompues. Selon l'agence, 2,8 millions de personnes sont déjà confrontées à une insécurité alimentaire aiguë dans la province, dont près d'un million en situation d'urgence. D'ici janvier 2026, le nombre de personnes touchées pourrait être multiplié par sept. Les violences ont également provoqué des mouvements de fuite vers les pays voisins. Au Burundi, le PAM soutient près de 94 000 nouveaux arrivants congolais par la distribution de repas chauds dans les centres de transit. Au Rwanda, jusqu'à 1 000 personnes ont bénéficié d'une assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence. Cependant, l'agence prévient que ses marges de manœuvre sont quasi inexistantes. Lundi, le PAM a annoncé avoir amputé de 75 % les rations alimentaires destinées aux réfugiés au Burundi. « Sans aide d'urgence et sans financement supplémentaire, nous ne pouvons pas répondre à une crise qui est au bord d'une catastrophe alimentaire », insiste Cynthia Jones.

Marche de soutien au M23 dans l'Est : le Gouvernement dénonce « manipulation et prise d'otages » des civils. Dans un communiqué publié le 23 décembre 2025 par le ministère de la Communication et des Médias, l'Exécutif exprime sa plus grande fermeté face à ces pratiques qualifiées de « manipulation politique et de prise d'otages collectives des civils ». Le document précise que des marches ont été signalées notamment à Uvira le 16 décembre, à Kamanyola le 19 décembre, à Goma le 22 décembre, ainsi qu'à Bukavu et Sake le 23 décembre. Le Gouvernement dénonce ces actes inacceptables, consistant à forcer des civils, y compris femmes et jeunes, à participer à des manifestations soutenant une présence militaire étrangère illégitime. Ces manœuvres, selon le Gouvernement, relèvent d'une manipulation politique et psychologique des communautés locales, assimilable à une prise d'otages collective. L'Exécutif rappelle que l'utilisation des civils comme boucliers humains ou instruments de propagande porte gravement atteinte à la souveraineté nationale et constitue un crime contre la dignité humaine. Il avertit que ces violations répétées des droits fondamentaux entraîneront des sanctions sévères et ne resteront pas impunies.

Naufrage d'une baleinière sur le fleuve Congo : le propriétaire, l'équipage et la Force navale attendus à Kinshasa. La baleinière dénommée HB Mbeya Mbeya, qui transportait plus de 800 passagers sur le fleuve Congo, dans la province de l'Équateur, a chaviré samedi dernier, faisant des dizaines de morts, plus de 50 disparus et environ 300 rescapés. Le vice-Premier ministre en charge des Transports a évoqué la surcharge de l'embarcation comme l'une des causes probables de ce drame, en violation de la réglementation en vigueur. Il a annoncé que le propriétaire de la baleinière, les membres de l'équipage ainsi que les éléments de la Force navale présents à bord au moment de l'appareillage seront transférés à Kinshasa afin de répondre de leurs actes devant les juridictions compétentes. Par ailleurs, il a annoncé la suspension immédiate du commissaire fluvial, tout en rappelant à la population, aux propriétaires et aux exploitants d'embarcations l'obligation de respecter strictement les normes de sécurité de navigation, notamment : le port obligatoire du gilet de sauvetage pour tous les passagers, le respect du tonnage légal, l'interdiction de naviguer de nuit, l'interdiction d'embarquer dans des ports non officiels, ainsi que la présence obligatoire des documents de bord. (Actualité.CD)



Bukavu retrouve le calme après des heurts liés à un appel pour une marche pro-M23. Vers 9 h mardi, des tirs d'armes Parmi les victimes, un pasteur d'une église locale a succombé à une balle perdue à Buholo, dans le quartier Mosala, alors qu'il se trouvait dans l'enceinte de son lieu de culte. À Panzi, un autre quartier, un engin explosif a endommagé la toiture et une partie du mur d'une maison résidentielle. Cette tension était née de deux positions opposées. D'un côté, les composantes de la société civile du Sud-Kivu avaient décrété une journée « ville morte » et appelé la population à organiser une marche de soutien au M23, à l'initiative de ce mouvement rebelle. De l'autre, des témoins rapportent que les Wazalendo se sont regroupés autour de la ville pour dissuader les habitants de répondre à cet appel. Cet imbroglio a plongé Bukavu dans une léthargie, empêchant la population de vaquer à ses occupations. Les habitants étaient restés confinés chez eux, dans l'attente de l'évolution de la situation.

La société civile qualifie de « mitigé » le bilan sécuritaire de l'Ituri en 2025. La société civile précise que les opérations menées contre les miliciens CRP ont permis la récupération d'armes et de munitions, la neutralisation de certains combattants, ainsi que la reddition d'autres aux Fardc, ajoutant que cette dynamique positive reste toutefois partielle. Elle déplore que d'autres groupes armés, comme la Codeco, maintiennent leurs activités dans plusieurs zones sans pression militaire équivalente, dénonçant aussi une recrudescence de tracasseries par des éléments des forces de l'ordre, notamment à Djugu, où des jeunes sont injustement ciblés comme membres de groupes armés. Dans ce contexte, la société civile appelle à la vigilance, la cohésion sociale et au désarmement des groupes armés encore actifs pour un retour de la paix.

RDC: reprise timide des exports sous restrictions de cobalt. Parmi les 21 sociétés qui ont bénéficié de quotas d'exportation de cobalt congolais pour le dernier trimestre de 2025, le Chinois CMOC et le Suisse Glencore se taillent la part du lion avec respectivement 6 650 tonnes et 3 925 tonnes. Mais leurs expéditions se font au compte-goutte, du fait des procédures instaurées en octobre, en particulier pour le calcul des nouvelles taxes. Glencore a été le premier à expédier une petite quantité de cobalt en guise de test. CMOC devrait être le prochain, mais le groupe chinois doit attendre les résultats des prélèvements effectués dans sa mine de Tenke Fungurume. Une fois vérifiée la teneur en cobalt dans deux ou trois jours, les camions pourront être chargés, explique le groupe chinois, qui table sur une première expédition en janvier. En 2026, la production de cobalt continuera d'être limitée par un quota annuel de 96 600 tonnes, soit moins de la moitié de l'offre congolaise d'avant l'embargo. Un embargo qui a permis au cours de cobalt de passer de 22 000 dollars à quelque 54 000 dollars la tonne, ce dont s'est réjoui le ministre congolais des Finances. (RFI)

Jeudi 25 décembre.

Le cardinal Fridolin Ambongo appelle à une « solidarité concrète » envers les populations déplacées de l'Est et d'autres zones en crise. « Noël nous invite à regarder vers les pauvres, vers les malades, vers nos frères déplacés qui souffrent, vers les enfants de la rue et vers les victimes de la violence, en particulier les femmes et les enfants de l'Est de la RDC. Dans le contexte de l'aggravation de la crise sécuritaire, Noël nous appelle à une solidarité concrète avec nos frères et sœurs du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, de Kwamouth, du plateau des Batéké et d'ailleurs à travers le pays... Si nous regardons la réalité de notre pays, nous continuerons encore à souffrir : le peuple marchera dans les ténèbres de la guerre, de la misère, du manque d'eau, d'électricité et des difficultés quotidiennes. Mais cette nuit sainte nous rappelle qu'au cœur de l'obscurité, une grande lumière se lève. La naissance d'Emmanuel est porteuse de la promesse d'un ordre nouveau fondé sur la paix, la justice, la fraternité et le respect de la dignité humaine », a-t-il déclaré. Sur le plan humanitaire, le Plan de réponse humanitaire 2025 pour la RDC, évalué à 2,54 milliards de dollars américains, demeure largement sous-financé. Devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le vendredi 12 décembre, le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, a indiqué que ce plan n'était financé qu'à hauteur de 22 %. Lancé en février par le gouvernement congolais et ses partenaires humanitaires, ce plan vise à fournir une assistance vitale à près de 11 millions de personnes, dont 7,8 millions de déplacés internes, l'un des chiffres les plus élevés au monde. Au total, 21,2 millions de Congolais sont affectés par des crises multiples, allant des conflits armés aux catastrophes naturelles et aux épidémies. (Actualité.CD)

Embouteillages et naufrages : le député Christian Mwando exige la démission du ministre Jean-Pierre Bemba. Cet élu de Kabalo, province du Tanganyika et président du groupe parlementaire Ensemble à l'Assemblée nationale, pense que la persistance de ces phénomènes reflète l'incompétence du ministre du secteur des Transports en RDC: Recherche «de solutions structurelles ». Cette déclaration politique n'engage que son auteur, a réagi le secrétaire général au ministère des Transports et Voies de communication. Selon lui, un travail est fait pour trouver des solutions structurelles. Mais en attendant, au ministère, "le travail se fait jour et nuit" pour mettre fin aux phénomènes des embouteillages et de naufrages que l'on constate depuis un certain moment.



Félix Tshisekedi aux Congolais : « Restons unis et solidaires ». Le président de la République rend hommage aux populations de l'Est sous occupation, aux Fardc et aux Wazalendo qui se battent pour défendre l'intégrité territoriale du pays, dans un message de vœux à la nation en compagnie de son épouse. Pour sa part, la Première dame Denise Nyakeru a appelé les Congolais à garder l'espoir ainsi qu'à la solidarité afin de consoler tant soit peu les familles éprouvées notamment. Par ailleurs, le chef de l'état a appelé à la cohésion nationale et à l'unité pour un Congo plus fort.

Les négociants miniers du Lualaba contre la suspension de l'exploitation artisanale du cuivre et cobalt. Le ministre national des Mines, a suspendu les activités minières et la commercialisation des substances minérales issues de l'exploitation artisanale du cuivre et du cobalt sur toute l'étendue de la RDC. Cette décision, prise par arrêté le 19 décembre dernier, suscite de vives inquiétudes au sein des acteurs du secteur minier artisanal. À Kolwezi, le président provincial du Réseau des négociants miniers du Congo, plaide pour la levée de cette décision. Il estime que l'arrêt brutal des activités des creuseurs affecte des milliers de familles vivant de l'exploitation artisanale et pourrait provoquer des tensions sociales. Pour apaiser la situation, le ministre des Mines a promis la création de 64 Zones d'exploitation artisanale (ZEA) dans la province du Lualaba. Le processus d'octroi de ces zones est en cours. La suspension vise à mettre fin aux transactions jugées illicites et à l'envahissement, selon lui, des périmètres miniers par des exploitants clandestins.

Congo Airways réceptionne un nouvel avion, un Embraer E-190 d'une capacité de 90 passagers. Cette acquisition marque la reprise des activités de Congo Airways, suspendues depuis le 12 avril 2025.

Dans l'est de la RDC, un premier Noël sous l'occupation de l'AFC/M23. La ville de Bukavu est aux mains du groupe armé AFC/M23, soutenu par le Rwanda, depuis février 2025. Pour les catholiques, 2025 était une année de jubilé. Mais, elle s'est déroulée avec beaucoup trop de difficultés selon l'archevêque de Bukavu François-Xavier Maroyi. Il espère que 2026 sera différente : « Cette messe est une action de grâce envers Dieu, de l'implorer afin qu'il nous apporte une paix durable et que notre espoir ne s'ébranle point. Que Christ naisse dans le cœur de chacun de nous, afin que chaque jour, qu'il y ait au moins quelqu'un qui fasse que ce monde ne puisse s'écrouler ». La population souffre. (...) Je crois que Noël, dans le contexte du Congo, le centre de mon message aujourd'hui, c'était d'appeler les uns et les autres à cesser la guerre. Ce n'est pas avec la guerre que nous allons améliorer notre monde. La guerre ne fait qu'aggraver notre souffrance, notre misère. Il y a d'autres moyens beaucoup plus pacifiques pour résoudre les conflits, principalement ce qui se passe à l'est de notre pays. (RFI)

Vendredi 26 décembre.

Festivités de fin d'année en Ituri : le gouverneur militaire exhorte à l'engagement citoyen et au vivre-ensemble. Dans son message de Noël adressé aux Ituriens, le gouverneur dresse un bilan globalement positif des actions menées sous l'état de siège, tout en reconnaissant les défis sécuritaires et humanitaires persistants. « Des progrès significatifs ont été enregistrés durant cette période de l'état de siège dans la restauration de l'autorité de l'État. Ces avancées se traduisent notamment par le retour progressif et remarquable des populations civiles dans leurs milieux d'origine, accompagné de la mise en œuvre de plusieurs projets socio-économiques à travers l'ensemble de la province de l'Ituri... Poursuivons ensemble nos efforts pour bâtir un Ituri stable, prospère et résolument tourné vers un avenir meilleur pour les générations futures », a conclu le gouverneur.

Est de la RDC: l'insécurité dans la région de Fizi aggrave la situation sanitaire de 265 000 déplacés. Dans le territoire de Fizi, la situation est « volatile et fragile », s'inquiètent des sources sécuritaires. Des affrontements sont signalés sur l'axe Baraka-Makobola et plus au sud, dans les hauts plateaux autour de Rugezi. Le nombre d'habitants contraints à la fuite continue d'augmenter chaque jour. La plupart trouvent refuge dans des familles d'accueil ou s'entassent dans des sites informels, « dans des conditions inhumaines », alerte la société civile. La fuite se fait parfois au péril de leur vie, en raison de l'insécurité. En témoigne, le prix des transports qui a flambé. Un exemple avec le trajet à moto entre Baraka et Misisi qui est passé de 50 000 à 200 000 FC (de 18 à 74 euros), soit quatre fois plus, en raison des risques. Certains n'ont d'autre choix que d'emprunter des voies lacustres extrêmement dangereuses pour tenter de rejoindre le Burundi. Tout cela entrave également les déplacements des humanitaires, déjà peu nombreux dans le territoire. Des sources concordantes signalent l'apparition de plusieurs foyers de choléra, notamment à Sebele et dans la presqu'île d'Ubwari, en face de Baraka. C'est « alarmant », s'inquiète une source sécuritaire, d'autant « qu'aucune réponse sanitaire » n'a été mise en place à ce stade. MSF n'a pas repris ses activités dans la zone, interrompues il y a dix jours en raison des combats. L'organisation y menait une campagne de lutte contre le paludisme, également très présent dans la région. (RFI)

En RDC, plus de 5 millions d'enfants supplémentaires accèdent à l'éducation de base en 2025, allégeant durablement la charge financière des ménages. L'offre scolaire a été renforcée par la construction et la réception de



1 384 établissements scolaires à travers le pays, rapprochant l'école de nombreuses communautés rurales et enclavées. Sur le plan de la modernisation et de l'innovation, le rapport souligne une avancée historique avec une réforme majeure de l'Examen d'État (Exetat), intégrant une correction automatisée assistée par intelligence artificielle, ainsi que le lancement de l'e-Diplôme sécurisé par la technologie blockchain. Ces innovations ont permis d'accélérer la publication des résultats, de renforcer la transparence des évaluations et de garantir l'authenticité des titres scolaires, consolidant ainsi la crédibilité du système éducatif congolais aux niveaux national et international. Le rapport met en lumière les efforts soutenus pour améliorer la gouvernance, la transparence et l'efficacité du système éducatif national. Par ailleurs, une mission nationale de nettoyage du fichier de paie a permis de réaliser une économie budgétaire de 11 milliards de FC pour la seule ville de Kinshasa, tout en favorisant le rajournissement et la professionnalisation du personnel.

9 926 enfants vaccinés contre la rougeole à Katoyi et Kirotshé en une semaine. Elle intervient après une alerte prolongée de plus de cinq mois, durant laquelle plusieurs cas de rougeole ont été notifiés dans la région. Après avoir subi les conséquences de la rougeole au sein de leur communauté, les parents de l'aire de santé de Rubaya ont participé massivement à cette activité vaccinale. La résurgence d'épidémies telles que la rougeole n'est que l'une des conséquences dramatiques de l'instabilité sécuritaire qui fragilise le système de santé dans cette partie du Masisi.

Fulgence Muteba : “ J’ai été à Doha pour rechercher la paix, j’ai lu dans les yeux de ce prince du pétrole non pas d’abord le désir de nous apporter la paix ... ou de nous aider à nous en sortir. Après avoir parlé de paix, immédiatement, on a commencé à nous poser des questions sur les minéraux. Révoltant, je vous dis. Et pourtant, le Fils de Dieu est venu apporter à tous les hommes et à toutes les femmes de ce monde une certaine dignité. Votre dignité, là, ils s’en foutent ”, Dans son homélie à l’occasion de la messe de Noël, jeudi, Fulgence Muteba Mugalu, archevêque de Lubumbashi et président de la Cenco, est revenu sur sa rencontre avec les autorités qatariennes dans le cadre de sa tournée sur l’initiative du pacte social, portée avec l’Église du Christ au Congo. Selon lui, ces États sont davantage intéressés par la richesse de la RDC que par le bien-être de ses populations. Il fustige le fait que, malgré le comportement de ces États, certains Congolais continuent de vouloir collaborer avec eux. Il dénonce ce qu’il qualifie de déséquilibres géostratégiques. " Nous sommes des gens qui n’avons pas choisi de vivre sur un territoire dont le sous-sol est garni de minerais. Personne ne se préoccupe réellement de notre terre, de notre développement. Malheureusement, certains d’entre nous y collaborent. Il y a, comme pour ainsi dire, un déséquilibre géostratégique. Il s’agit en réalité d’une nouvelle forme de colonialisme, plus précisément d’un colonialisme économique. Horrifié par cette idéologie qui sous-tend ces accords déséquilibrés, dont souffrent non seulement la RDC, mais aussi beaucoup de pays africains, l’Amérique du Sud et une partie de l’Asie ". L’Église catholique et l’Église du Christ au Congo (ECC) portent une initiative intitulée "Pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RDC et dans la région des Grands Lacs ". Selon les deux Églises, cette initiative vise à créer un cadre de dialogue inclusif afin d’instaurer une paix durable, favoriser la réconciliation nationale et renforcer la cohésion régionale, après des décennies de conflits. Elle repose sur le respect mutuel et la justice sociale pour construire un avenir commun en harmonie. (Actualité.CD)

Samedi 27 décembre.

Retour au calme après des combats entre Fardc et rebelles de la CRP à Bule, territoire de Djugu (Ituri). Cette offensive visait à reprendre le contrôle du centre commercial de Bule, toujours partiellement occupé par les rebelles. La société civile locale redoute toutefois un bilan plus lourd. Son président, Désiré a confirmé la découverte du corps sans vie d’un civil ainsi qu’un blessé, vraisemblablement touchés par des balles perdues lors des échanges de tirs. La situation humanitaire se dégrade également à la suite de la récurrence des accrochages. Vingt-huit civils, dont neuf enfants et sept femmes, ont trouvé refuge à la base de la MONUSCO pour échapper aux violences.

L’armée affirme avoir bombardé deux embarcations rapides du M23 au port de Kadutu à Uvira. Ces embarcations transportaient des équipements militaires, dont des armes et d’autres effets en provenance du Rwanda. Le porte-parole de l’armée a confirmé qu’au cours d’une offensive menée ces quatre derniers jours autour d’Uvira, au moins 13 rebelles ont été capturés et 11 armes de tout calibre ont été récupérées. Il précise que grâce à la « puissance de feu » des Fardc, les rebelles, « en débandade », ont été contraints de délocaliser leur état-major, d’abord vers Utema près de l’ancienne base militaire Monusco, puis à Kiliba, à plus d’une dizaine de km du centre d’Uvira.

Quatre enfants blessés après l’explosion d’une grenade à Walikale. Les écoliers, qui profitaient de leurs vacances pour aider leurs parents aux travaux agricoles, auraient découvert l’engin par inadvertance. En le manipulant, la grenade a explosé, blessant les quatre enfants, dont l’un grièvement.

Plaidoyer pour l’ouverture d’un couloir humanitaire à Bule pour faciliter l’accès des secours. Selon la société civile locale, près de 150 000 personnes sont aujourd’hui affectées par la situation. Autochtones, familles déplacées et



retournées ont fui leurs habitations depuis le 5 décembre, date des premiers combats, pour se réfugier autour de la base des soldats ougandais installée à Bule. Selon cette structure citoyenne, des hommes, des femmes et des enfants passent leurs journées et leurs nuits à la belle étoile, sans abris, sans latrines et sans accès à l'eau potable. La nourriture se fait rare et les soins de santé font défaut, aggravant la vulnérabilité des plus faibles, notamment les enfants et les personnes âgées. Les affrontements de vendredi dernier entre l'armée loyaliste et les rebelles de la CRP ont fait au moins deux morts, dont un enfant, et quatre blessés, tous atteints par des balles perdues.

Croissance économique malgré la guerre, rafle des généraux et des nourrissons en prison à Kinshasa. La RDC « prospère économiquement ». Les réserves de change ont connu un véritable essor. Elles se sont envolées de 800 millions de dollars en 2019 à un impressionnant 7,4 milliards en 2025. L'inflation, quant à elle, est passée d'un alarmant 24 % en 2023 puis 11,7 % en 2024 à un maigre 2,2 % prévu pour 2025. « Cet exploit sans précédent témoigne d'une politique monétaire rigoureuse combinée à une stabilité exemplaire du taux de change, fruit de la collaboration entre le gouvernement et la Banque centrale ». **Cobalt : la RDC reprend les exportations et fait flamber les prix mondiaux.** Après dix mois de suspension destinée à enrayer l'effondrement des cours, la RDC a officiellement relancé ses exportations de cobalt. Selon le ministre des Finances, la suspension était « avant tout un acte de souveraineté économique ». La stratégie de gel semble aujourd'hui porter ses fruits : « Le cours du cobalt est passé de 22 000 dollars la tonne à 54 000, voire 55 000 dollars. » Malgré cette position dominante sur le marché mondial, la RDC « demeure confrontée à de profondes contradictions ». « Riche de ressources minières, le pays figure toujours parmi les moins développés, avec une population majoritairement pauvre et un secteur minier fragilisé par la corruption, la contrebande et l'exploitation illégale ». **Des enfants de moins de 7 ans détenus avec leurs mères dans la prison de Makala.** Ils sont au total 14. Ces victimes innocentes qui dorment à même le sol, subissent ce sort parce que leurs mères, détenues dans ce milieu carcéral, n'ont pas de proches parents dans la capitale pour prendre soin de leurs enfants. Forum des ASS estime qu'ils sont « perdus pour la société sous le silence complice des autorités du pays ». **L'armée à l'épreuve de la loyauté ;** Tshisekedi resserre l'étau. Depuis plusieurs mois, une vague d'arrestations et d'interpellations frappe les officiers supérieurs des Forces armées. Cette « purge s'est accélérée à la fin de l'année 2025 ». Confronté à une guerre qui s'enlise dans l'Est, à une pression diplomatique accrue et à des soupçons persistants de collusion au sein de l'appareil sécuritaire, le pouvoir de Félix Tshisekedi a engagé une reprise en main musclée des Forces armées : « arrestations de généraux, interpellations d'officiers supérieurs et communication volontairement parcellaire traduisent un durcissement assumé au sommet de l'État ». (RFI)

Le Service national remet 16 000 sacs de farine de maïs aux étudiants de l'UNILU et l'ISP. Au total, 13 000 sacs de farine de maïs ont été remis à l'Université de Lubumbashi et 3000, à l'Institut supérieur pédagogique /Lubumbashi. Il s'agit de la production de cette année issue de la ferme du Service national, qui se trouve dans l'inter-land du Grand Katanga. Et c'est l'œuvre des ex-bandits urbains, devenus bâtisseurs. Cette dotation présidentielle va s'étendre à d'autres universités et Instituts supérieurs du pays, promet le Service national.

Walikale: trois civils blessés par balles lors d'affrontements entre les Wazalendo et les rebelles de l'AFC/M23 à Ihula. Les wazalendo ont attaqué les positions des rebelles. Le bilan fait état de trois civils blessés par balles et un déplacement massif de la population vers la brousse. Les wazalendo se sont retirés d'Ihula après les combats. L'agglomération reste toujours entre les mains des rebelles de l'AFC/M23.

Dimanche 28 décembre.

Marche pacifique contre les attaques des rebelles ADF à Lubero. Cette manifestation intervient neuf jours après que le Baromètre sécuritaire du Kivu, projet de l'Institut de recherche Ebuteli, a documenté 226 incidents sécuritaires dans l'est de la RDC au mois de novembre 2025. Ce rapport publié le 18 décembre courant souligne une forte augmentation du nombre de civils tués en novembre dernier, avec 289 morts contre 205 le mois précédent. Selon ce document, le territoire de Lubero, au Nord-Kivu, notamment le secteur de Bapere et la chefferie des Baswagha, s'impose une fois de plus comme l'épicentre de la violence en novembre. Le rapport fait état de 121 civils tués, dont 22 femmes, durant cette période. Les Forces démocratiques alliées (ADF) demeurent pourtant le groupe armé le plus meurtrier. Actifs également en Ituri, dans les territoires de Mambasa et Irumu, ces rebelles ciblent des bases de l'opération Shujaa et imposent des taxes aux populations. Le document mentionne aussi des prêches de conversion à l'islam, notamment lors d'un meeting tenu le 5 novembre au village Elake, dans le territoire de Mambasa.

Kisangani : plus de 400 candidats passent le test d'admission aux Académies militaires. Les 423 candidats, dont 29 femmes, qui réussiront ce concours auront le choix entre l'Académie spéciale et l'Académie ordinaire. La durée de formation est respectivement de 9 mois pour la première et de 3 ans pour la seconde. Les lauréats suivront leur formation soit à Kinshasa, soit à Kitona (Kongo-Central), soit encore à Kananga (Kasaï-Central). **Le test de Mbuji-Mayi.** 372 ont été soumis, le 27 décembre, au concours national pour leur admission à l'académie militaire pour les uns



et les études militaires pour les autres. Le chargé de recrutement à la 21e région militaire a indiqué que les meilleurs seront présélectionnés pour partir aux études à Kananga chef-lieu de la province du Kasai Central.

Plus de 5 millions de personnes ciblées dans la distribution des moustiquaires à Lomami, réparties dans les 16 zones de santé, reçoivent depuis le 26 décembre des moustiquaires imprégnées d'insecticide. Cette opération vise à offrir une couverture universelle à chaque ménage de la province afin de lutter contre le paludisme, qui demeure la principale cause de mortalité et de morbidité chez les enfants de moins de 5 ans ainsi que chez les femmes enceintes. Les parents et les chefs de ménage sont les principaux bénéficiaires. Il est prévu de distribuer une moustiquaire pour deux personnes par ménage. Les relais communautaires passent de porte à porte pour le recensement des habitants et la distribution des moustiquaires, conformément aux plans affichés dans chaque aire de santé.

Justice-Plus exhorte la CRP à rejoindre le processus de paix à travers le P-DDRCS. L'ONG Justice-Plus a tiré la sonnette d'alarme sur de graves violations du droit international humanitaire dans la zone de Bule, en territoire de Djugu. Elle regrette que la Convention pour la Révolution Populaire (CRP) ait impliqué des femmes et des enfants dans les combats en les utilisant comme boucliers humains, les exposant ainsi aux tirs croisés entre belligérants — une situation jugée particulièrement préoccupante. Justice-Plus indique que ces abus surviennent dans un contexte d'affrontements armés persistants depuis plusieurs semaines entre les Fardc et les miliciens de la CRP. L'ONG dénonce également l'utilisation des sites de déplacés comme positions de repli par les miliciens, exposant des milliers de civils déjà vulnérables à de nouveaux risques.

Le Royaume-Uni restreint les visas aux ressortissants de la RDC. Le mois dernier déjà, Shabana Mahmood avait adressé un avertissement à trois pays africains - Angola, Namibie et RDC - leur reprochant d'entraver le retour de migrants que Londres veut expulser. Elle leur avait donné un mois pour améliorer leur coopération, sous peine de sanctions. Désormais, tout traitement accéléré de visas pour les ressortissants congolais est supprimé ainsi que tout traitement préférentiel accordé aux responsables politiques et personnalités de haut niveau. Le gouvernement britannique prévient que Londres pourrait aller plus loin et suspendre totalement tous les visas pour les Congolais si la coopération ne s'améliore pas rapidement. L'Angleterre, accuse Kinshasa de ne pas coopérer suffisamment, en reprenant ses ressortissants en situation irrégulière sur le territoire anglais. Londres a indiqué que l'Angola et la Namibie ont accepté le retour de migrants illégaux. La RDC a échoué à améliorer les procédures de retour et se voit donc imposer des restrictions.

Judith Suminwa exige des ministres une feuille de route annuelle précisant les priorités et le plan de financement pour 2026. Dans son intervention devant les membres du gouvernement réunis le 26 décembre 2025, la Première ministre a rappelé que le Programme d'action du gouvernement demeure la boussole exclusive de toute action publique. Il ne s'agit pas d'un simple document de référence, mais d'un véritable cadre d'engagement politique et opérationnel devant guider, sans exception, l'ensemble des politiques sectorielles. À cet égard, elle a rappelé à chaque membre du gouvernement la nécessité de s'approprier pleinement les grands programmes et projets structurants en cours, notamment le Programme de développement local des 145 territoires et le projet Compact de résilience, levier transversal de stabilisation, de relance et de transformation. Ces programmes ne sont pas portés par un ministère en particulier, engagent l'ensemble du gouvernement et doivent être intégrés de manière explicite et opérationnelle dans chaque politique sectorielle », rapporte le compte rendu de la réunion. Dans le même registre, la cheffe de l'exécutif central, Judith Suminwa, a insisté sur le fait que chaque ministre est responsable des missions qui lui sont confiées. À l'en croire, les actions engagées doivent être prioritairement orientées vers l'atteinte des résultats définis dans le cadre de performance, avec une exigence accrue d'impact, de suivi et de redevabilité. Le gouvernement Suminwa II, le deuxième du second mandat de Félix Tshisekedi, compte 53 membres. Il comprend 15 nouvelles figures, 21 membres reconduits et 17 membres également reconduits mais affectés à d'autres portefeuilles. Il se compose de 6 vice-premiers ministres, 12 ministres d'État, 24 ministres, 5 ministres délégués et 6 vice-ministres. (Actualité.CD)

Lundi 29 décembre.

Masisi : la cité de Katoyi et 4 autres villages repassent sous contrôle des Fardc après des violents affrontements contre les rebelles de l'AFC/M23. Les Fardc appuyées par les wazalendo, ont délogé les rebelles de leurs positions stratégiques de Mitimingi, Kahundu, Kasheke et Kakoka, à partir desquelles, les rebelles se déployaient pour opérer dans les villages des groupements Ufamandu, Matanda et Nyamaboko. Ces affrontements ont occasionné des mouvements massifs de la population vers les localités voisines, pendant que d'autres ménages se sont réfugiés dans la brousse d'après la société civile locale qui appelle les forces gouvernementales à consolider sa présence à Katoyi afin de permettre le retour des déplacés qui vivent dans des conditions humanitaires précaires dans leurs zones de refuge. (Actualité.CD)



Sylvain Ekenge suspendu pour propos discriminatoires envers la communauté tutsi. Le porte-parole des a été suspendu ce lundi 29 décembre par le Chef d'état-major général des Fardc. Cette mesure fait suite à des propos tenus lors de son intervention, le weekend dernier, à la radiotélévision nationale congolaise, jugés discriminatoires à l'égard de la communauté tutsi et visant à en favoriser une "suprématie" par le biais de naissances en RDC. Ces déclarations ont été largement relayées et ont été exploitées par des responsables rwandais dans un contexte de tensions persistantes entre Kinshasa et Kigali, portant atteinte à l'image de la RDC sur la scène régionale. **État-major général des Fardc : « Les propos discriminatoires visant les Tutsis ne reflètent pas la position officielle de l'armée ».** Dans un communiqué le Chef d'État-major des Fardc condamne ces propos et réaffirme la détermination des Fardc à défendre et protéger, avec discipline et professionnalisme, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays et la sécurité de tous les Congolais, sans discrimination, jusqu'au sacrifice suprême. Le communiqué appelle l'ensemble de la population à l'unité, à la cohésion et au rejet de tout discours de haine. Le général-major Sylvain Epenge, a été suspendu de ses fonctions après ses propos controversés, largement commentés et qui ont suscité des réactions en RDC. **L'ACLDH appelle à des "sanctions exemplaires" contre le général Sylvain Ekenge.** L'organisation Action citoyenne de lutte contre les discours de haine estime qu'une simple suspension administrative est insuffisante. Elle appelle les autorités civiles et militaires à engager des "sanctions exemplaires", voire des poursuites judiciaires, afin de prévenir toute récidive. L'organisation réaffirme par ailleurs son engagement à combattre toutes les formes de discours de haine. Elle invite par ailleurs les institutions, les médias, les leaders d'opinion ainsi que les citoyens à faire preuve de responsabilité pour promouvoir une paix durable fondée sur le respect mutuel, la justice sociale et l'inclusion.

L'armée accuse des proches du pouvoir d'être derrière la milice Mobondo. L'armée ne la qualifie plus de « milice » mais plutôt d'une « rébellion ». 15 miliciens Mobondo ont été tués ce week-end lors d'intenses combats aux portes de Kinshasa. 5 soldats ont perdu la vie lors des combats, selon l'armée. À l'origine, un conflit foncier dans la province du Mai-Ndombe, à l'ouest de la RDC, plus précisément dans le territoire de Kwamouth opposant les communautés Teke et Yaka. Mais le différend s'est progressivement étendu, se rapprochant dangereusement de la capitale, au point de prendre aujourd'hui la forme d'une rébellion persistante. L'armée avance désormais une explication sensible : « Nous avons des informations de certains contacts entre les mouvements rebelles dans la partie est de la RDC. Avec ces mouvements Mobondo, le danger est que la majorité de gens qui sont derrière Mobondo sont souvent derrière le président de la République. La journée, ils sont comme des agneaux et la nuit, ce sont eux qui commandent les Mobondo. Les capturés que nous avons interrogés, ont cité certains noms. Nos services sont en train de mener des enquêtes avant de mettre les informations sur la place publique. Si Kinshasa donne raison à ces beaux parleurs qui sont derrière le mouvement Mobondo pour des intérêts politiques, nous, les militaires, nous allons faire notre travail avec des armes ». (RFI)

Manifestation des journalistes à Bunia contre le meurtre de leur confrère Thierry Lole, confrère à la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC). Des dizaines de professionnels des médias ont exigé, lors de cette mobilisation, l'ouverture rapide des enquêtes. Selon les manifestants, des criminels armés de machettes se seraient introduits au domicile de la victime vers deux heures du matin, lui infligeant de graves coups à la tête avant de prendre la fuite sans emporter de biens.

Thierry Lole est décédé des suites de ses blessures à l'hôpital Salama ce lundi matin.

Encore des redditions à Walikale : 30 combattants de l'AFC/M23 accueillis par les Fardc à Ntoto. Ces rendus qui sont arrivés à Walikale-centre le 28 décembre, s'ajoutent à 135 autres qui se sont rendus aux forces loyalistes depuis le début de ce mois de décembre 2025. Lors des combats, 20 autres rebelles ont été capturés par l'armée congolaise. Ces combattants sont cantonnés à Walikale en attendant les dispositions qui seront prises par les autorités compétentes.

L'Entreprise générale du cobalt veut rassurer après la suspension des unités d'exploitation artisanale. 30% de la population congolaise dépend de l'activité minière artisanale, s'alarme Joseph Dunia, avocat et membre de la société civile au sein de l'ONG Promotion de la démocratie et des droits de l'homme. Selon lui, le gouvernement doit renoncer à la suspension des unités de traitement. De son côté le directeur de l'Entreprise générale du cobalt, créée par l'État congolais pour commercialiser les minerais artisanaux stratégiques, répond : « L'idée n'est pas de suspendre l'activité des mines artisanales, mais d'assurer un bon respect par les entités de traitement des règles et lois régissant le domaine, d'améliorer les conditions de rémunération des coopératives et des artisanaux, et puis renforcer et améliorer la gouvernance dans le secteur. Je sais qu'il y a beaucoup d'impatiences, elles sont légitimes, mais notre vœu, c'est de rassurer, de faire des appels au calme pour dire que l'on travaille sur le dossier de manière très sérieuse, pour leurs intérêts ». (RFI)

Mardi 30 décembre.



Les Farde accusent les rebelles de l'AFC/M23 d'enlèvement d'au moins 42 femmes à Rutshuru. Les faits se sont déroulés le 28 décembre dans la chefferie de Bwito. Les victimes, auraient subi des actes de torture avant leur enlèvement, selon l'armée, citant les témoignages recueillis auprès des habitants. Cet acte n'est pas le premier à attribuer aux rebelles de l'AFC/M23. D'autres violences ciblant des civils auraient été commises par ces rebelles à Mushoro (chefferie de Bwito), ainsi qu'à Pitango et Musinde (chefferie de Batangi) et à Kahongole (localité de Katsiru, toujours dans Bwito). **Des déplacements massifs.** Des centaines de familles, contraintes de fuir les affrontements entre ces belligérants, vivent dans des conditions alarmantes à Mweso dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Ces personnes hébergées dans des écoles et des églises, sont vulnérables et totalement dépourvues d'assistance humanitaire. Ces déplacés sont obligés de quitter, chaque matin les salles de classe avec leurs effets personnels afin de permettre la reprise des cours, même en cas de pluie.

La RDC modernise la gestion de son commerce extérieur. Cette réforme majeure vise à faciliter les opérations d'importation et d'exportation, améliorer la circulation de l'information entre les différents intervenants et renforcer la mobilisation des ressources dans les caisses de l'état. Selon le ministre du Commerce extérieur, cette réforme vient notamment réduire les coûts et les délais pour les opérations d'importation, d'exportation et de transit des marchandises, assurer la transparence totale, garantir la traçabilité et faire respecter les normes. Grâce à cette dématérialisation, les procédures sont désormais simplifiées et la mobilisation des recettes publiques va accroître en RDC avec la lutte contre la fraude douanière a indiqué, pour sa part, le ministre des Finances.

Prise en charge médicale gratuite de 148 détenus à la prison centrale de Bunia, grâce à l'équipe médicale du contingent marocain, en collaboration avec l'unité d'appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco. Ces casques bleus ont également remis un important lot de médicaments essentiels pour la prise en charge de près de 2 000 détenus.

846 réfugiés congolais reçoivent une aide humanitaire à Rumonge, (Burundi) composée de vivres et produits non-alimentaires. Ce don, offert par des particuliers, constitue une véritable bouée de sauvetage pour ces réfugiés, majoritairement originaires de la ville d'Uvira, selon les bénéficiaires.

RDC: des combats se poursuivent autour d'Uvira, où une administration parallèle s'installe. L'AFC/M23 avait annoncé avoir quitté la ville d'Uvira entre les 17 et 18 décembre. Près de deux semaines après cette annonce, si le gros de ses effectifs a quitté la zone, certains cadres du mouvement sont toujours présents, et une administration parallèle commence à s'installer. Sur le terrain, des animateurs sont installés dans certains quartiers de la ville d'Uvira. Ils sont présentés comme des responsables civils intérimaires et sont chargés de l'administration, selon nos informations. L'AFC/M23 persiste sur un point : le mouvement ne veut ni du retour de l'armée congolaise, ni de celui des combattants Wazalendo dans la ville. Selon des dirigeants de l'AFC/M23, ces mesures d'installation d'animateurs sont temporaires, en attendant l'arrivée d'une force neutre, comme déjà demandé par le mouvement il y a quelques semaines.

Des personnes assurent la sécurité dans la ville. Sur le volet sécuritaire, des personnes vêtues de noir sont visibles dans la ville. Elles assurent la sécurité, selon l'AFC/M23, qui les désigne comme des « local defence ». Il s'agit, d'après le mouvement, de civils et de cadres de l'AFC/M23 ayant suivi une formation idéologique. Certains de ces éléments sont armés. L'AFC/M23 précise qu'il ne s'agit ni de son armée, ni de sa police. Par ailleurs, selon des habitants, des véhicules identifiés comme appartenant à l'AFC/M23 circulent dans la ville, principalement tôt le matin et en soirée. Pour comprendre cette situation, il faut aussi s'intéresser à la structure de l'AFC/M23. L'AFC/M23 s'appuie sur plusieurs branches. Il y a d'abord l'ARC, l'Armée révolutionnaire congolaise, qui constitue la branche armée du mouvement. Il y a ensuite une police de l'AFC/M23, chargée, selon le mouvement, du maintien de l'ordre public. Et puis il y a ce que l'AFC/M23 appelle le « local defence » : des civils et des cadres ayant suivi une formation idéologique. (RFI)

Auprès de l'UA, Kinshasa dénonce la banalisation de l'escalade militaire et de la spoliation des ressources minières par le Rwanda dans l'Est de la RDC. Le Conseil de paix et de sécurité (CPS), organe décisionnel permanent de l'Union africaine chargé de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits, a tenu le 29 décembre 2025, sa réunion ministérielle consacrée à la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC. La ministre d'État des Affaires étrangères, a alerté sur le risque de régionalisation du conflit et a appelé à une intervention de l'Union africaine. Selon elle, l'activisme de la rébellion de l'AFC/M23, soutenue par le Rwanda, affecte désormais même le Burundi, en référence aux combats ayant précédé l'occupation de la ville d'Uvira au Sud-Kivu, avant l'annonce de son retrait. Au nom du gouvernement et face à cette crise, elle a rappelé que la RDC a, de manière constante et assumée, fait le choix de la diplomatie et du multilatéralisme face à la crise. Cette réunion consacrée à la situation sécuritaire et humanitaire préoccupante dans l'Est de la RDC intervient dans un contexte marqué par de violents combats sur plusieurs fronts dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, opposant les forces gouvernementales à la rébellion de l'AFC/M23,



soutenue par le Rwanda. L'UA qui jusqu'à ce jour peine à reconnaître l'agression de la RDC par le Rwanda tient cette réunion quelques semaines après l'entérinement des accords de Washington par les présidents Félix Tshisekedi de la RDC et Paul Kagame du Rwanda, sous les auspices de l'administration Trump. Si le processus de Washington semble avoir connu une accélération formelle avec l'entérinement de ces accords par les deux chefs d'État, en présence du président américain, les discussions de Doha entre Kinshasa et la rébellion de l'AFC/M23, soutenue par le Rwanda, peinent à enregistrer des avancées concrètes. Ces négociations, censées compléter les accords de Washington en abordant les causes profondes du conflit notamment la restauration de l'autorité de l'État et la réintégration des groupes armés demeurent, pour l'instant, largement au point mort, sans progrès concret depuis la signature de l'accord-cadre sous l'égide de l'État du Qatar. Cette inertie a favorisé la reprise de violents affrontements entre l'AFC/M23, appuyée par le Rwanda, et les forces gouvernementales, entraînant l'occupation de la ville d'Uvira, au Sud-Kivu. Cette prise de contrôle avait suscité de vives condamnations internationales, visant principalement Kigali, notamment de la part des États-Unis. Sous la pression internationale, la rébellion de l'AFC/M23 a annoncé son retrait d'Uvira, affirmant vouloir donner une chance aux processus de paix. Toutefois, quelques jours plus tard, la représentante américaine au Conseil de sécurité des Nations unies a rappelé la nécessité d'un retrait effectif et vérifiable, à une distance d'au moins 75 kilomètres de la ville. (Actualité.CD)

Mercredi 31 décembre.

L'accord de partenariat stratégique avec les USA, Mukoko Samba : « Ce n'est ni un deal, ni un contrat, ni un document pour brader les intérêts de la RD-Congo ». AfricaNews explique que dans un contexte diplomatique chargé, le vice-Premier ministre en charge de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, s'est inscrit en faux contre les interprétations erronées de l'Accord de Washington, signé le 4 décembre dernier. Le tabloïd explique que lors d'une conférence de presse le 30 décembre 2025, co-animée avec son homologue de la Communication et des Médias, Patrick Muyaya, Mukoko a clarifié les intentions derrière ce partenariat stratégique avec les États-Unis. « Cet accord ne doit pas être perçu comme un deal ou un contrat pouvant mettre en péril les intérêts de la RD-Congo », a affirmé Mukoko, insistant sur le fait qu'il s'agit d'un cadre légal de collaboration, bien plus qu'un simple document. En effet, ce partenariat promet des bénéfices tangibles pour le pays, englobant la paix, la sécurité, et le développement économique, avec une promesse d'innombrables créations d'emplois à l'horizon. Mukoko a détaillé les axes principaux de cet accord, déclarant qu'il inclut des initiatives majeures telles que le projet du Grand Inga, le Corridor de Lobito, sans oublier plusieurs infrastructures routières d'importance nationale. AfricaNews précise que ces projets, loin de se limiter aux ressources minières, touchent également aux domaines de la défense, de la sécurité, et de la gouvernance. Loin d'être une simple formalité, l'Accord de Washington s'accompagne d'une structure de suivi rigoureuse, avec la création d'un comité conjoint de pilotage. Ce dernier, composé de cinq membres de chaque pays, se réunira dans un délai de 90 jours après la signature du document et s'évaluera tous les trois ans. Mukoko a ajouté que, dans le cas de désaccords, l'arbitrage reviendra à la Première ministre Judith Suminwa, assurant ainsi un cadre de dialogue constructif. (AfricaNews)

Est de la RDC: la situation à Uvira pèse lourdement sur l'économie du Burundi

La tension reste vive à Uvira, dans la province du Sud-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Alors que les combattants de l'AFC/M23 sont censés avoir quitté les lieux depuis le 16 décembre, des tirs ont de nouveau été entendus ces derniers jours aux abords. La situation continue de peser lourdement sur l'économie du Burundi, dont la frontière terrestre avec la RDC, située à Uvira, reste fermée. La décision de fermer la frontière terrestre entre le Burundi et la République démocratique du Congo, est avant tout sécuritaire, selon les autorités burundaises. Mais elle frappe durement un pays dont la RDC est le principal débouché commercial, premier partenaire à l'export. La RN4, entre l'ancienne capitale politique et plus grande ville burundaise, Bujumbura, et l'une des principales villes de la province congolaise du Sud-Kivu, Uvira, est d'ordinaire l'un des axes commerciaux les plus fréquentés du Burundi. **La RDC représente 27 % du montant total des exportations.** Savons, textiles, produits alimentaires, bière : en 2024, les marchandises vers la RDC ont représenté 27 % du montant total des exportations du pays, soit « un montant équivalent aux décaissements annuels de la Banque mondiale », selon l'économiste Jean Ndenzako. Sur le terrain, les premiers touchés sont les petits commerçants frontaliers, les agriculteurs et les transporteurs qui vivaient de cet axe. Leur activité était déjà au ralenti depuis l'escalade du conflit dans l'est de la RDC. Depuis trois semaines, l'arrêt est presque total. À moyen terme, les économistes redoutent plusieurs effets en chaîne : une baisse durable des exportations, un manque à gagner pour les recettes douanières, mais aussi une aggravation de la pénurie de devises, dans un pays où la pression sur le dollar reste forte sur le marché parallèle. Autre conséquence possible : un renforcement de la dépendance du Burundi vis-à-vis du corridor tanzanien, pour son approvisionnement, ce qui pourrait renchérir le coût des importations et allonger les délais logistiques. La situation s'est aggravée en 2025 dans l'est de la RDC avec la prise de la capitale de la province du Nord-Kivu, Goma, en janvier, puis celle de Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, en février, par le



groupe politico-militaire AFC/M23, avant une offensive en décembre qui a conduit à la prise d'Uvira, près de la frontière burundaise. (RFI)

Meurtre d'un journaliste de la RTNC : « Trois journées de silence radio » observées à Bunia. A compter du 30 décembre 2025, une vingtaine de radios et médias en ligne opérant depuis la ville de Bunia (Ituri) suspendent, pour trois jours, leurs activités ou programmes d'information. Cette mesure vise, selon eux, à dénoncer les exactions répétées contre les journalistes, attribuées à des inconnus, dans le but de museler la presse. Les professionnels des médias exigent du gouvernement le renforcement de la sécurité pour la protection des communautés locales, y compris celle des journalistes.

La violence sexuelle contre les enfants en RDC est un problème endémique, déplore l'Unicef. Le rapport de l'Unicef met en lumière une crise nationale touchant toutes les provinces, avec plus de 35 000 cas recensés contre des enfants durant les neuf premiers mois de 2025, contre près de 45 000 en 2024, soit presque 40% des violences sexuelles signalées et trois fois plus qu'en 2022. L'Unicef précise que le conflit armé reste un facteur majeur, particulièrement dans le Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri, où déplacements forcés et fragilité des protections augmentent les risques. Cependant, aucune province n'échappe au phénomène, rapporte l'organisation qui ajoute qu'à Kinshasa et au Kasai, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et déscolarisation favorisent l'exploitation et les mariages précoces. « Le bilan réel est sous-estimé en raison de la peur, de la stigmatisation et des obstacles d'accès aux soins, comme des trajets à pied de plusieurs heures pour les victimes », lit-on dans ce document. « Les travailleurs sociaux racontent qu'il faut parfois plusieurs heures aux mères pour accompagner à pied leurs filles jusqu'à un centre de santé alors que ces dernières ont subi une agression et ne sont plus en mesure de marcher. Aux dires des familles, la peur de la stigmatisation et des représailles les empêche souvent de signaler les actes de violence », a déclaré Catherine Russell, Directrice générale de l'Unicef, ajoutant que « les témoignages sont les mêmes d'une province à l'autre, signe qu'il s'agit d'une crise profonde alimentée par l'insécurité, les inégalités et le manque de robustesse des systèmes de soutien. »

Les Fardc annoncent la reconquête de Lwanga et Kigongo en territoire d'Uvira. Cette reprise suit la reconquête des villages Makobola 1 et Makobola 2 il y a quelques jours. Au moins cinq éléments du M23, armes à la main, se seraient rendus aux Fardc. Toutefois, des sources concordantes à Uvira évoquent des mouvements de renforcement des troupes du M23 depuis le mardi 29 décembre.

Le journaliste Honneur Safari détenu par les services de renseignement du M23 à Bukavu. Honneur Safari est retenu au cachot de la DSR (Direction pour la sécurité et les renseignements), une branche de l'AFC-M23 équivalente à l'ANR. L'arrestation est motivée par la publication d'articles dans son journal, La Prunelle RDC, critiquant les marches forcées de la population à Goma, Uvira et Bukavu. Ce cas n'est pas isolé : avant lui, Deo Buuma, coordonnateur national de l'APC (structure pour la consolidation de la paix), a été arrêté. D'autres collègues journalistes ont été interpellés à Fizi, Baraka (zones gouvernementales), Ibanda et Kadutu. Pour la société civile, ces actes sont inacceptables.

Samuel Bemba appelle au soutien du chef de l'Etat dans la lutte contre l'agression rwandaise. Le ministre des Droits humains Samuel Bemba, lors d'une rencontre le 31 décembre, qui a regroupé environ 8000 personnes, a appelé à la vigilance et demandé aux uns et autres de ne pas se laisser distraire, rappelant que de nombreux Congolais ont péri à cause de la guerre, soutenue par le président rwandais Paul Kagame, à Goma, Bukavu et Uvira dans le Kivu : « Nous sommes au dernier jour de l'année 2025. Dieu nous aidé pour voir ce jour-ci, mais nombreux de nos frères et sœurs sont morts à Goma, à Bukavu et Uvira à cause de l'agression du Rwanda de Paul Kagame. Nous qui sommes restés en vie, nous devons soutenir nos forces armées et son commandant suprême, Félix Tshisekedi Tshilombo », a-t-il insisté. Samuel Bemba a également décrié le fait que par le passé, certaines autorités « se comportaient en journée comme des fils du pays, mais la nuit, ils complotaient contre les intérêts de la RDC. »

MEILLEURS VŒUX POUR 2026

